

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/68

11 mars 2003

(03-1367)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

INTERVENTION DE L'INDE AU SUJET DE LA COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ ET L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 mars 2003.

Monsieur le Président,

Nous remercions les États-Unis pour leur communication concernant les dispositions en matière de traitement spécial et différencié et l'Accord sur les subventions.

Qu'il nous soit permis de rappeler brièvement certaines thèses importantes qui ont été avancées dans cette communication. Il y est dit d'abord que tous les pays auront adopté un ensemble unique de disciplines au bout d'un certain temps. Les États-Unis affirment en outre que le but est de soumettre dès que possible tous les Membres à l'ensemble des disciplines prévues dans l'Accord sur les subventions. Ils sont également d'avis que, dès lors que les exportations d'un pays en développement ou d'un PMA deviennent compétitives pour un produit donné, celui-ci n'a plus besoin d'un traitement spécial et différencié. S'appuyant sur certains arguments économiques concernant les distorsions causées par les subventions, les États-Unis ont remis en question le bien-fondé des dispositions en matière de traitement spécial et différencié qui figurent dans l'Accord sur les subventions.

Nous souhaitons répondre sur le fond à certaines des questions qui ont été soulevées.

Dans le préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, il est reconnu qu'il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique. Les dispositions en matière de traitement spécial et différencié sont censées faire en sorte que les mêmes règles ne s'appliquent pas à des intervenants qui ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Si, comme l'affirment les États-Unis, un ensemble unique de disciplines devait s'appliquer à tous les pays Membres de l'OMC, les pays en développement seraient alors tenus d'affronter la concurrence sur un terrain qui leur serait défavorable. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences négatives que subiraient les pays en développement s'ils devaient être assujettis à un ensemble unique de disciplines: leur part négligeable du commerce mondial diminuerait encore et le système commercial multilatéral risquerait de n'être plus perçu par ces pays comme un système mutuellement avantageux. L'approche défendue par les États-Unis pourrait éventuellement amener les pays en développement à remettre en question l'intérêt qu'ils portent au système commercial multilatéral.

Nous souhaitons rappeler brièvement les raisons économiques qui justifient l'intervention des pouvoirs publics au moyen d'incitations à l'exportation ainsi que le rôle de cette intervention dans l'optique d'un développement économique positif. L'industrie des pays en développement est caractérisée par le faible niveau de développement des infrastructures, le coût élevé du capital, la prédominance des régions sous-développées dans lesquelles les entreprises peuvent hésiter à investir, etc. Les divers programmes d'incitations à l'exportation des pays en développement visent moins à conférer un avantage aux exportateurs de ces pays qu'à créer des conditions égales pour tous, étant donné que leurs concurrents des pays développés ne souffrent pas des désavantages mentionnés. Il est donc admis que les pouvoirs publics doivent jouer un rôle plus actif pour aider l'industrie en créant des conditions égales pour tous. Les dispositions en matière de traitement spécial et différencié de l'Accord sur les subventions devraient être envisagées dans ce contexte, et ne pas être considérées comme une faveur accordée aux pays en développement. Ces dispositions sont une nécessité structurelle pour les pays en développement dans le système commercial multilatéral. Il est décevant que les États-Unis n'aient pas évoqué cet aspect.

Le contexte dans lequel les dispositions en matière de traitement spécial et différencié ont été négociées reste également valable, même de nos jours. Cependant, ce qui semble avoir changé, ce sont davantage les attitudes politiques à l'égard du traitement spécial et différencié, plutôt que la réalité sous-jacente. D'une manière générale, l'écart entre les revenus par habitant des pays développés et des pays en développement s'est effectivement creusé depuis 1980 et de nombreux pays en développement sont peut-être passés dans la catégorie des PMA.

M. le Président, il faut à ce moment-ci nous poser la question suivante: pourquoi plusieurs pays en développement sont-ils si agacés par l'Accord sur les subventions et pourquoi ont-ils réclamé des dispositions plus intéressantes en matière de traitement spécial et différencié?

À notre avis, l'Accord SMC a été modelé sur la législation existant déjà dans les pays développés et il a été conçu pour correspondre à leur organisation administrative, fiscale, etc. Il est donc nécessaire d'apporter des modifications à cet accord, de sorte qu'il réponde mieux aux besoins et priorités des pays en développement. Voici quelques exemples à titre d'illustration:

Premièrement, l'octroi par les pays de l'OCDE de crédits à l'importation bénéficiant d'un soutien public a été autorisé, alors qu'il a été prohibé pour la plupart des autres pays.

Deuxièmement, il a été prévu que les subventions normalement accordées par les pays développés sous forme de contribution financière pour la recherche-développement ne donneraient pas lieu à une action pendant cinq ans. Les pays développés ont ainsi pu mettre à l'abri une part importante des activités sur lesquelles repose la force concurrentielle de leurs entreprises. Des pays en développement ont peut-être tiré parti de cette disposition dans quelques cas, si rares soient-ils, mais elle ne les a pas exemptés d'actions en matière de droits compensateurs lorsque l'aide était destinée à l'acquisition de technologie, essentielle pour les pays en développement. Il est nécessaire d'envisager une telle exemption dans le cadre des dispositions en matière de traitement spécial et différencié qui résulteront du Programme de Doha pour le développement.

Troisièmement, l'Accord sur les subventions autorise la remise, l'exonération et le report des impôts indirects en cascade perçus à des stades antérieurs sur les biens ou services utilisés pour la production des produits exportés. Le régime de TVA existant dans la plupart des pays développés convient pour respecter les prescriptions rigoureuses de l'Accord sur les subventions à cet égard, mais les problèmes rencontrés par les pays en développement qui ne disposent pas d'un régime de TVA n'ont pas été reconnus, et la remise, l'exonération et le report d'impôts indirects ont fait l'objet de mesures compensatoires et les exportateurs ont été pénalisés.

Quatrièmement, les pays en développement doivent imposer des droits de douane sur les biens d'équipement pour obtenir des recettes. Toutefois, ils ne peuvent tirer parti de la remise, de l'exonération et du report de ces droits lorsque ces biens sont utilisés pour la production de produits qui sont exportés. Les exportations des pays en développement ne peuvent donc pas bénéficier des mêmes conditions, car une partie du droit de douane payé sur les biens d'équipement utilisés est intégrée dans le coût total des produits exportés. Par contre, les exportations des pays développés n'intègrent pas ces coûts, parce que le droit de douane imposé sur les biens d'équipement est faible ou que ces biens sont fabriqués sur place.

Il convient peut-être de citer ici l'ouvrage *Trade, Development and the WTO: A Handbook*, auquel les États-Unis se sont référés. "Au vu de l'expérience acquise dans la mise en œuvre à l'issue du Cycle d'Uruguay, il semble que les périodes de transition et les seuils aient été établis de manière trop optimiste. [...] Il est évident que la durée limitée des périodes de transition retenues pour tenir compte des concessions en matière de traitement spécial et différencié inscrites dans de nombreux Accords du Cycle d'Uruguay fait qu'elles sont à la fois insuffisantes et inappropriées lorsqu'il s'agit de renforcer les capacités afin d'améliorer la production et les échanges dans les pays à faible revenu." Cette publication n'indique pas quelles sont les périodes de transition et les seuils qui, avec le recul, semblent avoir été fixés de façon optimiste, mais, de l'avis de l'Inde, les périodes de transition et les seuils spécifiés dans l'Accord SMC en sont de bons exemples. Certaines des propositions des pays en développement visent à modifier les seuils.

En ce qui concerne la compétitivité des exportations, nous soulignons que l'Accord sur les subventions ne traite pas du cas des pays dont les exportations ont pu devenir compétitives pour cesser de l'être par la suite. C'est là un véritable problème qu'il est nécessaire d'aborder. Dès que ses exportations ont cessé d'être compétitives, le pays concerné peut de nouveau avoir besoin d'un traitement spécial et différencié. Cette préoccupation ne peut être négligée par les pays Membres de l'OMC. Il importe de répondre aux besoins légitimes des pays en développement en matière de développement économique en acceptant la proposition faite par ces derniers dans le cadre du débat sur la mise en œuvre qui a porté sur l'article 27.5 et 27.6 de l'Accord SMC. Sinon, les dispositions concernant la compétitivité des exportations resteront univoques.

Une bonne partie de la communication des États-Unis est consacrée aux distorsions économiques causées par les subventions. Nous souhaitons signaler que les disciplines concernant le subventionnement ne sont pas fondées uniquement sur des considérations économiques. L'argumentation sélective employée au sujet des distorsions des échanges causées par les subventions n'est pas convaincante. Si les règles multilatérales se fondent uniquement sur la théorie économique, alors l'Inde pose les questions suivantes: qu'est-ce qui justifie du point de vue économique que les pays de l'OCDE échappent à la prohibition des subventions à l'exportation en ce qui concerne les crédits à l'exportation? Peut-on nier que les crédits à l'exportation faussent les marchés? Quelle est la justification économique du maintien de subventions agricoles élevées?

Nous souhaitons aussi rappeler que, "du point de vue historique, la législation relative aux subventions a été flexible et s'est adaptée aux conditions spécifiques des pays développés au cours des différentes étapes de leur développement. On ne peut donc parler d'un principe inviolable qui serait inaltérable en cas de besoin" (Michael Rom, 1968). Les pays développés peuvent-ils nier qu'ils ont activement subventionné leur production et leurs exportations par le passé, même lorsqu'ils se trouvaient à un niveau de développement beaucoup plus élevé que celui où se trouvent aujourd'hui la plupart des pays en développement?

M. le Président, nous souhaiterions à présent parler du lien qui existe dans les pays en développement entre la vigueur du secteur des exportations et la croissance économique.

Il est admis que le progrès technologique et l'amélioration de la productivité sont les principaux éléments du développement économique et les pouvoirs publics sont généralement désireux de suivre les avancées de la technologie afin d'atteindre l'objectif du développement économique. Les économistes ont montré que les mesures de promotion des exportations sont à coup sûr bénéfiques pour les pays en développement, car elles permettent d'actualiser la technologie, d'améliorer la productivité et de créer des emplois (Xingshuo Yin, 2000), contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement. Il est sans doute difficile de nier l'effet positif de l'accroissement des importations sur l'économie d'un pays en développement. En particulier, les pays en développement peuvent également atteindre les objectifs que constituent le développement des ressources humaines et l'innovation technologique, sur lesquels insistent les États-Unis, grâce à un secteur des exportations vigoureux. Nous souhaitons rappeler aux États-Unis que les mesures d'incitation à l'exportation et les zones franches pour l'industrie d'exportation ont été un moteur - parmi d'autres - de l'industrialisation et de la croissance économique lorsqu'on leur a donné la place qui leur revient en tant qu'instrument d'action.

Les États-Unis ont proposé que le Secrétariat réalise une étude sur les ouvrages concernant les subventions à l'exportation et les subventions au remplacement des importations et qu'il mette à la disposition de tous les Membres les travaux universitaires importants qui ont été effectués dans ce domaine. Nous avons des doutes quant au but d'une telle étude. S'il doit être donné suite à cette proposition, l'étude devrait porter aussi sur les politiques et les subventions à l'exportation et au remplacement des importations auxquelles les États-Unis et d'autres pays développés peuvent avoir eu recours pendant leur développement économique, lorsqu'ils se trouvaient à un stade comparable à celui où se trouvent aujourd'hui certains pays en développement.
